

# Christian CHAVAGNEUX

© Christian CHAVAGNEUX pour l'Economie politique

---

« [De la richesse cachée des nations : sur le livre de Gabriel Zucman](#)  
[Le président de la République veut réduire « les abus et les excès » de la Sécurité sociale : mauvaise nouvelle pour certains patrons !](#) »

## [Pourquoi le pacte de responsabilité n'améliorera pas les marges des entreprises et ne créera pas d'emplois](#)

[les derniers articles](#) | [imprimer](#) | [envoyer a un ami](#)



Lors de ses vœux, le président de la République a proposé aux chefs d'entreprises un donnant-donnant : une baisse des cotisations sociales patronales contre des créations d'emplois. Un mécanisme idéal en théorie mais inefficace en pratique.

### **Un mécanisme théorique idéal**

Sur le plan théorique, quoi de plus idéale que la proposition de François Hollande : en offrant une baisse des cotisations aux chefs d'entreprises, le président réduit le coût du travail et redonne soit des marges (si les entreprises ne baissent pas leurs prix), soit de la compétitivité (si elles baissent leurs prix) aux entreprises. Ces dernières voyant leur position s'améliorer peuvent plus facilement sauver l'emploi, voire embaucher. Pierre Gattaz, le président du Medef a lui-même proposé ce donnant-donnant depuis plusieurs mois : 100 milliards de réduction des cotisations contre 1 million d'emplois créés. C'est la logique de cet échange et les mécanismes supposés vertueux qui l'accompagnent que le président a accepté le 31 décembre dernier.

Malheureusement pour la France, ce pacte est un marché de dupes.

### **Où sont les emplois ?**

Allons d'abord voir du côté des emplois. Les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent, qu'elles viennent des hommes politiques ou du Medef. Si un coup de baguette magique permettait de créer 1 million d'emplois, nul doute que nos dirigeants auraient depuis longtemps été prêts à acheter, et même cher, ce tour de magie.

Malheureusement, la vie quotidienne du chef d'entreprise est ancrée dans la réalité et pas dans la magie. C'est Jean-François Roubaud, le président de la CGPME qui l'explique bien chez nos confrères des Echos le 2 janvier dernier. Lorsque la journaliste du quotidien lui fait remarquer que les allègements de cotisations ne se sont pas vraiment traduits dans le passé par des créations d'emplois, il s'indigne et répond « *Encore faut-il que les carnets de commandes se remplissent* » ! Et il a bien raison le patron de la CGPME : ce qui incite les chefs d'entreprise à embaucher, c'est d'abord la perspective d'avoir des commandes dans le futur, bref pour parler comme les économistes, d'avoir des perspectives stables et durables de demande. L'emploi se créé par une politique de demande, pas par des mesures sur l'offre, comme l'explique bien M.

Roubaud.

Mais, un effort conséquent sur les allègements de cotisations ne pourrait-il pas quand même avoir un effet significatif en faveur de l'emploi ? L'arithmétique montre que non.

### **Pourquoi les entreprises y gagneraient peu**

Il faut commencer par rappeler que suivant les secteurs, le coût du travail représente entre 20 et 25 % du coût de production total. Selon les données de l'Insee, en 2012, le total des rémunérations versées par les entreprises (salaires nets + cotisations employés et patronales) s'est élevé à environ 700 milliards d'euros. Sur ce total, les cotisations patronales se montaient à environ 170 milliards, soit 25 % du coût salarial.

Le président de la République n'a pas proposé de supprimer toutes les cotisations patronales. L'idée qui court aujourd'hui est de considérer que si les cotisations pour le chômage et la retraite sont liées à l'emploi, celles destinées à financer la politique familiale ne devraient pas reposer sur les entreprises mais sur « la solidarité nationale », c'est-à-dire l'impôt sur les ménages. Or, le montant des cotisations familles représente environ 35 milliards d'euros, soit 5 % du coût du travail.

Conclusion : si on enlève toutes les cotisations familles, on enlève au mieux 5 % de 25 % de coût de production des entreprises, soit une baisse de... 1,2 %. Qui peut croire que cela va permettre aux chefs d'entreprise de faire un bond de compétitivité ou de reconstitution des marges ?

Soyons fous : donnons au Medef ce qu'il demande, 100 milliards d'allègements de cotisations. On réduirait cette fois le coût de production des entreprises de 14 % de 25 % du total, soit une baisse de 3,5 %. Soit une misère par rapport aux variations des prix de l'énergie ou du taux de change de l'euro. Par exemple, entre décembre 2012 et décembre 2013, le taux de change effectif réel de l'euro pour la France – le taux de change de l'euro pondéré par la part de nos principaux partenaires commerciaux – a augmenté de 2 %. Une fois cet effet prix en compte, il serait resté aux entreprises un gain de compétitivité de 1,5 %... Qui peut croire que cela peut révolutionner leurs marges et leurs perspectives d'avenir ?

Un calcul économique simple montre que le pacte de responsabilité proposé par le chef de l'Etat est un marché de dupes. Des chefs d'entreprise bon gestionnaires n'échangeront pas 1% de baisse de coût du travail total contre 1million d'emplois. Le chef de l'Etat fait-il alors un calcul politique ? On ne voit pas très bien lequel. Mais si c'est le cas, il faut lui rappeler cette évidence : les entreprises ne votent pas...

Cet article a été posté le Lundi 6 janvier 2014 dans la catégorie [Les derniers articles](#). Vous pouvez envoyer un commentaire en utilisant le formulaire ci-dessous.



## **10 commentaires de “Pourquoi le pacte de responsabilité n'améliorera pas les marges des entreprises et ne créera pas d'emplois”**

1. *etienne eric* dit :

[le 6 janvier 2014 à 12:33](#)

Limpide !

[> Nous signaler un contenu illicite](#)

2. *nicolas* dit :

[le 6 janvier 2014 à 22:48](#)

Merci pour cette analyse. Au MEDEF, le chantage à l'emploi est devenu l'arme fatale pour faire éclater le modèle de protection sociale français. Malgré tous les rapports des dernières décennies qui montrent que des baisses de charges ne favorise pas la création d'emploi, François Hollande fait semblant d'y croire.

Pourquoi en effet ? L'emploi serait-il devenu l'alibi pour justifier la remise en cause de la protection sociale ?

[> Nous signaler un contenu illicite](#)

3. *michelefache* dit :

[le 7 janvier 2014 à 1:23](#)

capital

tout de même ces entreprises ont massivement augmenté les rétributions du capital et des directions sur le modèle anglo-saxon, des banques, de la spéculation boursière sans lien à l'économie du travail, des milliards gaspillés car ils quittent l'économie intérieure pour jersey luxembourg.

la marge pour emgager les jeunes, pour la formation, pour passer la culture d'entreprise aux jeunes et investir, foncer dans la protection de l'environnement existe. l'investir judicieusement est un devoir des dirigeants et financiers. l'impôt les taxes tobin de chaque économie sur la bourse sont là pour diriger l'action dans l'intérêt de tous, de nos enfants. tout ce qui n'est pas investi dans la valeur travail, dans les salaires des travailleuses-rs file dans la poche de la main invisible du marché et se perd pour l'économie du pays

michelefache

[> Nous signaler un contenu illicite](#)

4. *Lhuillier* dit :

[le 7 janvier 2014 à 13:42](#)

Reécriture de mon commentaire précédent.

Le PIB représente la somme des VA. La part des salaires representent 60 % de la VA (Insee) et donc du PIB, c'est a dire la valeur de production nationale. Les entreprises achètent des biens intermediares qui incluent de la main d'oeuvre (MO). La somme totale de M.O incluse dans un produit final va au dela des 25%. Autre remarque: 100 Mds represente 14 % de la masse salariale globale (700 Mds), ou bien 100 000 € par emploi crée soit plus de 4000 € net par mois (sympa)

[> Nous signaler un contenu illicite](#)

5. *Aurelie C.* dit :

[le 7 janvier 2014 à 14:17](#)

Oui ! Mais alors, quelles propositions opérationnelles et complémentaires serait-il possible de recommander?

[> Nous signaler un contenu illicite](#)

6. [breton](#) dit :

[le 7 janvier 2014 à 17:49](#)

Pourquoi toutes ces questions , sans fondements ? L'économie redémarrera automatiquement, lorsque la politique autarcique , dictatoriale actuelle, aura été renversée , au profit des bouffées d'oxygène, apportées par celle du libre échange ! L'ouverture de nos frontières, aux marchés extérieurs , permettant l'offre et la demande !! Cette renaissance , légitimera par nécessité , la création d'entreprises, assurant des emplois à nos millions de chômeurs . L'économie française retrouvant, enfin, ses vraies couleurs : bleu- blanc- rouge ! Et c'est tout ! Les discours labyrinthiques à la poubelle ! ZIZOU

[> Nous signaler un contenu illicite](#)

7. [joel](#) dit :

[le 9 janvier 2014 à 19:29](#)

La politique de l'euro fort organisé par la banque centrale européenne est la principale cause du manque de compétitivité des produits français fabriqués en France. Le différentiel avec le dollars est telle que, même si nous abrogeons le salaire direct et indirect des salariés, nous nous serons tout juste compétitif dans la zone dollars.

[> Nous signaler un contenu illicite](#)

8. [VERSON](#) dit :

[le 10 janvier 2014 à 0:36](#)

“Les entreprises ne votent pas”, certes, mais ce sont les plus importantes qui évadent le plus et financent le plus pour acheter la politique des gouvernements. Une mesure d'exonération des charges sociales peut aider un petit peu un petit patron, mais elle constitue surtout une aubaine et un profit extraordinaires pour les plus grosses, qui ont le plus d'employés, le moins de concurrence et le plus de profits. Les quelques grands patrons démesurément sécurisés se cachent derrière la multitude des petits patrons en précarité.

Quant à Zizou, il devrait comprendre qu'on est dans un système mondialisé et que penser à l'étage de la France est inefficace. Quant au libre échange, il ne profite qu'aux entreprises les plus riches et les plus puissantes des pays les plus riches et les plus puissants et ce ne sont jamais les citoyens de quelque côté de la frontière que ce soit qui en profitent., mais le capital.

C'est d'un grand nettoyage dont on a besoin en priorité pour reprendre le contrôle de la finance et mettre les multinationales dans le cadre légal de la démocratie dont elles se sont affranchies grâce à leurs créatures politiques depuis longtemps.

Récupérons l'argent volé depuis 40 ans et prélevons les impôts normalement et justement au prorata des gains de chacun et il n'y aura plus de pb de dette souveraine ni de financement des services publics.

[> Nous signaler un contenu illicite](#)

9. [ge](#) dit :

[le 10 janvier 2014 à 19:15](#)

dingue cet article ! et à mon avis irresponsable : prenons le raisonnement à l'envers : augmentons les charges !

[> Nous signaler un contenu illicite](#)

10. [LAVEAUD Michel-Jean](#) dit :

[le 12 janvier 2014 à 8:54](#)

Pour passer de la société de l'information (souvent confondue avec celle de la communication et de la propagande) à la société de la connaissance (Edgar Morin) il conviendra de mobiliser autrement (dans la vie réelle) les savoirs (dont les savoirs informels) pour que de la confuse démocratie d'opinion émerge un vaste vol de Colibris qui quittera les gradins pour prendre son risque (René Char) et assumer sa part à la mutation. Cette comédie humaine amuserait si à force de dérive médiatique elle ne devenait une gadoue insoutenable. Lire les Voeux 2014 d'Ariane Mouchkine. L'ESS dans sa hardiesse a le mérite d'être sur le terrain dans une posture plus soutenable que les traditionnels corps constitués qui tente un remake avec une dose de social washing ou de green washing. Reste que quand les laborieux sont floués pour qu'ils se remettent en route sereinement il faut plus que du performatif, du déclaratif et désaccord parfait comme disent les musiciens. Ceci n'est pas plus une charge contre les actuels gouvernement et Premier ministre que contre la vaine attente d'un peuple qui voudrait bien être sauvé du fatalisme dont il entretient avec ferveur les feux d'une certaine couardise. Pour la propagande une référence de lecture et fimo-graphique "LTI" de Victor Klemperer... Meilleurs Voeux, les nôtres...

[> Nous signaler un contenu illicite](#)

## Envoyer un commentaire

Nom (mention obligatoire)

Mail (votre mail ne sera pas publié sur le site) (mention obligatoire)

Site Internet

Votre commentaire

Envoyer le commentaire

FLUX RSS 

•

### [Accueil du blog](#)



### Christian Chavagneux

Christian Chavagneux est rédacteur en chef adjoint d'*Alternatives Economiques* et rédacteur en chef de la revue *L'Economie politique*. Il débat tous les samedis matins sur France Inter dans l'émission "On n'arrête pas l'éco". Il a obtenu le prix 2012 du meilleur article financier.

Auparavant, il a travaillé comme chargé de mission à l'ex-Commissariat général du Plan, comme économiste à la Société Générale et comme chargé d'études à l'Agence française de développement. Il a enseigné plusieurs années à Sciences Po et à l'université Paris IX Dauphine.

Retrouvez aussi  
Christian Chavagneux sur



### A lire





### En vente en ligne



•

### En kiosque



## • Sites Web :

- [Alternatives Economiques](#)

## • Commentaires récents

- BA dans [Les soldes servent-ils encore à quelque chose ?](#)
- BA dans [Les soldes servent-ils encore à quelque chose ?](#)
- BA dans [Les soldes servent-ils encore à quelque chose ?](#)
- Jean-Philippe PETIT dans [Les soldes servent-ils encore à quelque chose ?](#)
- BA dans [Croissance en hausse, chômage en baisse : l'Irlande tire-t-elle les bénéficiaires de l'austérité ?](#)

## • Archives

- [janvier 2014](#)
- [novembre 2013](#)
- [octobre 2013](#)
- [septembre 2013](#)
- [juin 2013](#)
- [mai 2013](#)
- [avril 2013](#)
- [mars 2013](#)
- [février 2013](#)
- [janvier 2013](#)
- [décembre 2012](#)
- [novembre 2012](#)
- [octobre 2012](#)
- [septembre 2012](#)
- [août 2012](#)
- [juillet 2012](#)
- [juin 2012](#)
- [mai 2012](#)
- [avril 2012](#)
- [mars 2012](#)



- [février 2012](#)
- [janvier 2012](#)
- [décembre 2011](#)
- [novembre 2011](#)
- [octobre 2011](#)
- [septembre 2011](#)
- [août 2011](#)
- [juillet 2011](#)
- [juin 2011](#)
- [mai 2011](#)
- [avril 2011](#)
- [mars 2011](#)
- [février 2011](#)
- [janvier 2011](#)
- [décembre 2010](#)
- [novembre 2010](#)
- [octobre 2010](#)
- [septembre 2010](#)
- [août 2010](#)
- [juin 2010](#)
- [mai 2010](#)
- [avril 2010](#)
- [mars 2010](#)
- [février 2010](#)
- [janvier 2010](#)
- [décembre 2009](#)
- [novembre 2009](#)
- [octobre 2009](#)
- [septembre 2009](#)
- [août 2009](#)
- [juin 2009](#)
- [mai 2009](#)
- [avril 2009](#)
- [mars 2009](#)
- [février 2009](#)
- [janvier 2009](#)
- [décembre 2008](#)
- [novembre 2008](#)
- [octobre 2008](#)
- [septembre 2008](#)
- [août 2008](#)
- [juillet 2008](#)
- [juin 2008](#)
- [mai 2008](#)
- [avril 2008](#)
- [février 2008](#)
- [janvier 2008](#)
- [décembre 2007](#)

- [novembre 2007](#)
- [octobre 2007](#)
- [septembre 2007](#)

•

janvier 2014

**L Ma Me J V S D**

1 2 3 4 5

[6](#) 7 8 [9](#) 10 11 12

[13](#) 14 15 16 17 18 19

20 21 22 23 24 25 26

27 28 29 30 31

[« nov](#)

•

Recherche

---

© Christian CHAVAGNEUX pour l'Economie politique

Ce blog a été conçu avec [WordPress MU](#) pour le site <http://www.leconomiepolitique.fr>.